

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 10 AVRIL 2003
CONCERNANT LES INITIATIVES DE FORMATION**

Vu l'Accord Interprofessionnel du 14 janvier 2003 pour les années 2003 et 2004 ;

Vu la convention collective de travail du 10 avril 2003 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie ;

IL EST CONVENU ENTRE :

l'A.C.V.-C.S.C. Textura
la F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique d'une part,

ET

la Fédération Textile FEBELTEX d'autre part,

CE QUI SUIT :

I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises du textile et de la bonneterie et à tous les ouvriers et ouvrières y occupés (dénommés ci-après ouvriers) qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, à l'exception toutefois de la S.A. Célanèse, ainsi que des entreprises et des ouvriers y occupés qui relèvent de la compétence des sous-commissions paritaires de l'industrie textile de Verviers (S.C.P. 120.01) du Lin (S.C.P. 120.02) et du Jute (S.C.P. 120.03).

II. PORTEE DE LA CONVENTION

Article 2

La présente convention collective de travail est conclue en application de l'Accord Interprofessionnel du 14 janvier 2003 pour les années 2003 et 2004, en vue de développer un certain nombre d'initiatives de formation.

En particulier, la présente CCT fixe les modalités nécessaires pour l'exécution du chapitre IV - Formation - de la CCT conclue le 10 avril 2003 au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie.

NEERLEGGING-DÉPÔT REGISTR.-ENREGISTR.
23 -04- 2003 28 -05- 2003
66366 / co / 120

III. COBOT ET CEFRET

Article 3

COBOT et CEFRET restent les moteurs de la formation dans le secteur. Les projets de formation accomplis par COBOT et CEFRET sont approuvés préalablement par le comité de direction de ces centres.

IV. COTISATION PATRONALE

Article 4

Comme prévu au chapitre IV - Formation - article 14 alinéa 1 de la CCT conclue le 10 avril 2003 au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, les employeurs sont pour les années 2003 et 2004 redevables d'un effort de 0,10% calculé sur la base de la rémunération globale des travailleurs, comme visé à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs et aux arrêtés d'exécution de cette loi, à verser au Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile et de la bonneterie.

Ces cotisations sont dues par trimestre et sont perçues par le Fonds Social et de Garantie, qui en verse le produit dans sa section "Formation".

De cette manière, le secteur apporte sa contribution à l'exécution de l'engagement de faire des efforts supplémentaires en matière de formation permanente, en vue de mettre la Belgique sur la voie qui mènera après 6 ans au niveau moyen des trois pays limitrophes.

V. PLANS DE FORMATION

Article 5

Au niveau de l'entreprise, un plan de formation peut être élaboré, en tenant compte des éléments suivants :

- Le plan de formation concerne les formations qui seront réalisées entre le 1^{er} janvier 2003 et le 31 décembre 2004 ;
- Le plan de formation mentionne le contenu de la formation prévue, le nombre d'ouvriers concernés et le temps consacré à la formation. Dans le cadre des efforts de formation éventuels en faveur des demandeurs d'emploi, des incitants financiers peuvent être prévus ;
- Toutes les formations possibles entrent en considération. Le plan concerne à la fois les formations internes et externes ainsi que les formations que l'entreprise organise et réalise elle-même (cf. formation "on the job") et celles pour lesquelles elle s'adresse à des formateurs externes. Egalement les formations en matière de sécurité, santé et environnement, qu'elles soient ou non imposées par la réglementation, peuvent entrer en considération dans le cadre des plans de formation et du droit de tirage;

- Le plan de formation doit rencontrer les besoins de formation tant de l'employeur que des ouvriers ;
- Pour le plan de formation, on peut faire appel au COBOT ou au CEFRET ;
- Le plan de formation doit être soumis par l'employeur au conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale ou, à défaut, au comité de contact régional ;
- Le plan de formation doit être discuté, approuvé et suivi par l'organe mentionné ci-dessus. Dans les comités de contact régionaux, le suivi a lieu sur la base des documents nécessaires, élaborés par l'entreprise concernée. Lorsque le comité de contact régional ne peut, à défaut d'information suffisante, remplir sa mission, les syndicats peuvent faire appel aux techniciens syndicaux selon la procédure appropriée dans le secteur du textile et de la bonneterie ;
- Si le plan de formation n'est pas approuvé par l'organe mentionné ci-dessus, l'employeur peut le soumettre au groupe de travail paritaire, créé au sein de la commission paritaire. Ce groupe de travail paritaire prendra la décision finale concernant ce plan de formation.

VI. DROIT DE TIRAGE

Article 6

L'entreprise qui offre une formation à ses ouvriers et/ou aux demandeurs d'emploi dans le cadre d'un plan de formation approuvé, tel que défini à l'article 5, peut récupérer une partie des coûts de celui-ci sur la base d'un droit de tirage auprès du Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile et de la bonneterie.

Le droit de tirage peut être exercé selon les conditions suivantes :

- L'entreprise doit introduire sa demande auprès du Fonds Social et de Garantie pour l'octroi du droit de tirage. A cet effet, elle envoie au Fonds au plus tard le 15 décembre 2003 par pli recommandé un exemplaire du plan de formation approuvé.
- Le droit de tirage s'élève par entreprise et par année civile à maximum 0,10% de la masse salariale des ouvriers de l'entreprise.
- Seuls les coûts, définis à l'article 7 ci-dessous, pour les formations réalisées entre le 1er janvier 2003 et le 31 décembre 2004 dans le cadre d'un plan de formation approuvé entrent en ligne de compte pour le droit de tirage.
- Le paiement du droit de tirage s'effectue sur la base de la preuve des coûts exposés. Il suffit que l'entreprise apporte la preuve de ses dépenses à concurrence du droit de tirage.
- La preuve des dépenses exposées en 2003 doit être déposée au plus tard le 31 mars 2004 au Fonds Social et de Garantie. La preuve des dépenses exposées en 2004 doit être déposée au plus tard le 31 mars 2005 au Fonds Social et de Garantie.
- Une copie de la preuve des dépenses est transmise aux membres du conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale ou, à défaut, au comité de contact régional.

Article 7

Les coûts à prendre en considération pour le droit de tirage sont uniquement les coûts relatifs aux formations telles que prévues dans le plan de formation, tel que visé à l'article 5 ci-dessus.

V. DISPOSITIONS FINALES**Article 8**

Sans préjudice de ce qui précède concernant le droit de tirage, les entreprises doivent être encouragées à faire usage des interventions financières offertes par les instances régionales, nationales, européennes et autres.

Article 9

Lorsque l'ouvrier qui suit une formation dans le cadre d'un plan de formation approuvé doit engager des frais supplémentaires (e.a. des frais de déplacement), ces frais seront indemnisés par l'employeur, moyennant fourniture des pièces justificatives.

Article 10

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2003 et est conclue pour la période du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2004 inclus.

PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 10 APRIL 2003
BETREFFENDE VORMINGSINITIATIEVEN**

Gelet op het Interprofessioneel Akkoord van 14 januari 2003 voor de jaren 2003 en 2004;

Gelet op de CAO van 10.04.2003 gesloten in het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk ;

WORDT TUSSEN

A.C.V.-C.S.C. Textura

A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant

Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België enerzijds

EN

de Textielfederatie FEBELTEX

anderzijds

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

I - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textiel- en breigoed-ondernemingen en op alle erin tewerkgestelde arbeiders en arbeidsters (ook werklieden genoemd) die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, met uitzondering van de N.V. Celanese en de ondernemingen en de erin tewerkgestelde werklieden die onder de bevoegdheid vallen van de paritaire subcomités voor textiel Verviers (P.S.C. 120.01), voor het Vlas (P.S.C. 120.02) en voor de Jute (P.S.C. 120.03).

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
23 -04- 2003	28 -05- 2003

NR.
N°

66366 / Co / 120

II. DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in het kader van het interprofessioneel akkoord van 14 januari 2003 voor de jaren 2003 en 2004, met het oog op een aantal vormingsinitiatieven.

In het bijzonder bepaalt onderhavige CAO de nodige modaliteiten m.b.t. de uitvoering van hoofdstuk IV - Vorming en opleiding - van de CAO gesloten in het paritair comité van de textielnijverheid en het breiwerk.

III. COBOT EN CEFRET

Artikel 3

COBOT en CEFRET blijven de motor van het opleidings- en vormingsgebeuren in de sector. De opleidingsprojecten die door COBOT en CEFRET worden uitgevoerd, worden voorafgaandelijk goedgekeurd in het directiecomité van deze centra.

IV. PATRONALE BIJDRAGE

Artikel 4

Zoals voorzien in hoofdstuk IV - Vorming en opleiding - artikel 14, 1^{ste} alinéa van de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, zijn de werkgevers voor de jaren 2003 en 2004, aan het Waarborg- en Sociaal Fonds van de textiel- en breigoednijverheid, een bijkomende inspanning van 0,10% verschuldigd, berekend op grond van het volledig loon van hun arbeid(st)ers, zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

Deze bijdrage is om het kwartaal verschuldigd en wordt door het Waarborg- en Sociaal Fonds van de textielnijverheid en het breiwerk geïnd en op de sectie "Opleiding" gestort.

Aldus levert de sector haar aandeel tot de uitvoering van het engagement om bijkomende inspanningen op het vlak van permanente vorming te doen, met als doel België op het traject te zetten dat na 6 jaar leidt tot het gemiddeld niveau van de drie buurlanden.

V. OPLEIDINGSPLANNEN

Artikel 5

Op het niveau van de onderneming kan een opleidingsplan opgesteld worden, rekening houdende met hetgeen volgt :

- Het opleidingsplan heeft betrekking op de opleidingen die in de période van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 zullen gerealiseerd worden.
- Het opleidingsplan vermeldt de inhoud van de geplande vorming, het aantal betrokken arbeid(st)ers en de voorziene tijdsbesteding voor de vorming. Eventueel kunnen in het kader van de opleidingsinspanningen voor werkzoekenden financiële stimuli voorzien worden.
- Alle mogelijke opleidingen komen hiervoor in aanmerking. Het betreft zowel interne opleidingen als externe opleidingen en zowel de opleidingen die de onderneming zelf organiseert en uitvoert (cfr training on the job) als die waarvoor zij beroep doet op externe opleidingsaanbieders. Ook de opleidingen die betrekking hebben op de thema's veiligheid, gezondheid en milieu en die al dan niet door de reglementering ter zake zijn opgelegd, kunnen in aanmerking komen voor opname in het opleidingsplan en het trekkingsrecht.
- Het opleidingsplan moet tegemoetkomen aan de opleidingsbehoeften van de werkgever en de arbeid(st)ers.
- Voor het opleidingsplan kan beroep gedaan worden op COBOT of CEFRET.
- Het opleidingsplan moet door de werkgever voorgesteld worden aan de ondernemingsraad of bij ontstentenis aan de syndicale delegatie of bij ontstentenis aan het regionaal contactcomité.
- Het opleidingsplan moet door voormeld orgaan besproken, goedgekeurd en opgevolgd worden. In de régionale contactcomités gebeurt de opvolging aan de hand van de nodige documenten, voorgelegd door de betrokken onderneming. Indien het regionaal contactcomité, door onvoldoende informatie, haar opdracht niet kan uitvoeren, kunnen de vakbonden een beroep doen op de syndicale techniekers, overeenkomstig de geëigende procédure in de textiel- en breigoedsector.
- Ingeval het opleidingsplan niet goedgekeurd wordt in het voormeld orgaan, kan de werkgever het voorleggen aan de paritaire werkgroep, opgericht in de schoot van het paritair comité. Deze paritaire werkgroep zal de eindbeslissing omtrent het opleidingsplan nemen.

VI. TREKKINGSRECHT

Artikel 6

De onderneming die haar arbeid(st)ers en/of werkzoekenden vorming aanbiedt binnen het kader van een goedgekeurd opleidingsplan zoals bedoeld in artikel 5 hiervoor, kan een gedeelte van de kosten hiervan recupereren op basis van een trekkingsrecht bij het Waarborg- en Sociaal Fonds van de textiel- en breigoednijverheid.

Het trekkingsrecht kan uitgeoefend worden onder de volgende voorwaarden :

- De onderneming moet haar aanvraag voor de toekenning van het trekkingsrecht indienen bij het Waarborg- en Sociaal Fonds. Daartoe stuurt zij uiterlijk op 15 december 2003 per aangetekende brief een exemplaar van het goedgekeurde opleidingsplan naar het Fonds.
- Het trekkingsrecht belooft per onderneming en per kalenderjaar maximaal 0,10% van de loonmassa van de arbeid(st)ers van de onderneming.
- Alleen de kosten voor vorming, zoals bedoeld in artikel 7 hierna, die gerealiseerd werd in de période van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 in het kader van het goedgekeurd opleidingsplan komen in aanmerking voor het trekkingsrecht.
- De uitbetaling van het trekkingsrecht gebeurt na bewijs van de gedane kosten. Het volstaat dat de onderneming de gedane kosten bewijst ten belope van het trekkingsrecht.
- Het bewijs van de gedane kosten voor 2003 dient uiterlijk op 31 maart 2004 bij het Waarborg- en Sociaal Fonds ingediend te worden. Het bewijs van de gedane kosten voor 2004 dient uiterlijk op 31 maart 2005 bij het Waarborg- en Sociaal Fonds ingediend te worden.
- Een afschrift van het bewijs van de gedane kosten wordt overgemaakt aan de leden van de ondernemingsraad of bij ontstentenis de syndicale delegatie of bij ontstentenis aan het regionaal contactcomité.

Artikel 7

De kosten die in aanmerking genomen worden voor het trekkingsrecht zijn alleen de kosten die verband houden met de opleidingen, voorzien in het opleidingsplan, zoals bedoeld in artikel 5 hierboven.

VII. EINDBEPALINGEN

Artikel 8

Onverminderd hetgeen voorafgaat m.b.t. het trekkingsrecht, dienen de ondernemingen aangespoord te worden om gebruik te maken van de financiële tegemoetkomingen die voorzien zijn door regionale, nationale, Europese of andere instanties.

Artikel 9

Indien het volgen van een opleiding door een arbeid(st)er, binnen een goedgekeurd opleidingsplan, voor de betrokken arbeid(st)er bijkomende kosten (o.a. verplaatsingskosten) veroorzaakt, zal de werkgever deze kosten vergoeden, mits voorlegging van bewijsstukken.

Artikel 10

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2003 en is gesloten voor de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004.

Opgemaakt te op 2003